

BANQUE

Comme prévu, le Trésor américain a autorisé dix banques à rembourser les fonds publics. La semaine prochaine, l'administration Obama devrait donner les grandes lignes de la réforme des services financiers qu'elle veut voir le Congrès voter.

Le Trésor autorise 10 banques à rembourser 68 milliards de dollars

DE NOTRE BUREAU DE NEW YORK.

Cela aurait dû être interprété comme un signe de la stabilité retrouvée. Hier, en autorisant 10 grandes banques à rembourser les fonds publics reçus à l'automne au plus fort de la crise financière, le Trésor souhaitait donner un signe de confiance dans le secteur bancaire. « Ces paiements sont un signe encourageant du rétablissement financier, mais il y a encore du travail », a souligné hier dans un communiqué Tim Geithner, le secrétaire au Trésor. JPMorgan Chase, Northern Trust Corp., BB&T Corp., Morgan Stanley, State Street Corp., US Bancorp., American Express, Capital One, Goldman Sachs et Bank of New York Mellon vont rembourser un total de 68 milliards de dollars. Cela portera à 70 milliards les fonds rendus au Trésor, qui a injecté 199 milliards de dollars dans 600 banques depuis la création du « Troubled Asset Relief Program » (TARP) à l'automne dernier. Le Trésor a également perçu 4,5 milliards de dividendes depuis l'octroi de ces fonds.

Paradoxalement, les marchés ont moins bien réagi que prévu, l'indice

Dow Jones chutant après l'annonce. « Cela signifie que les banques vont utiliser tout leur argent pour rembourser le gouvernement et non pas pour ce qu'elles sont supposées faire, c'est-à-dire stimuler l'économie et faire du crédit », a observé hier Marc Pado, le stratège sur les marchés américains de Cantor Fitzgerald, interrogé par l'agence Reuters.

Le son de cloche est différent du côté des banquiers, trop heureux d'échapper au joug du gouvernement et en particulier aux règles imposées sur la compensation des dirigeants. « Rembourser le TARP à cette période est la bonne chose à faire pour JPMorgan Chase, et c'est une bonne chose pour notre pays », a affirmé Jamie Dimon, le patron de la banque, qui estime que ce programme a été pesant pour ses salariés.

Afin d'être éligibles au remboursement, les banques ont dû faire appel au marché. Elles ont dû prouver qu'elles avaient le capital nécessaire pour tenir en période de récession et qu'elles pouvaient lever de l'argent sans recourir à la garantie de l'État. Reste encore à régler la question des warrants (options) que détient le gouvernement et qui doivent être

cédés une fois l'argent remboursé. Leur prix est un sujet d'âpre négociation avec les banquiers. Hier, le communiqué a précisé qu'ils seraient « cédés à leur juste valeur ».

Rémunération des dirigeants

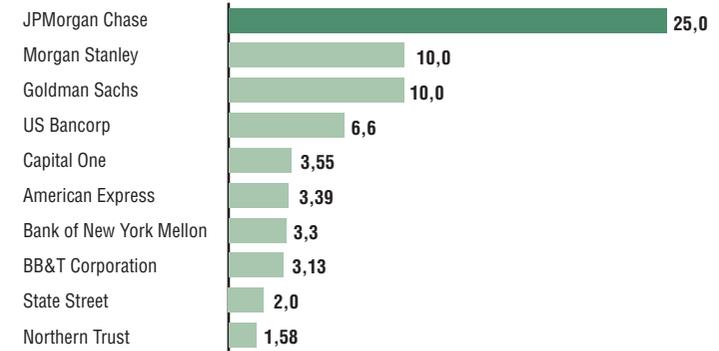
« Tout cela donne un signe positif », estime pour sa part Kevin Petrasic, avocat chez Paul Hastings et ancien membre de l'Office of Thrift Supervision, l'une des agences qui supervise les banques aux États-Unis. « Au départ, on imaginait que l'État serait présent plus longtemps. Mais cela ne veut pas dire non plus que l'on est sorti du bois. » La pression va se faire plus forte sur les neuf autres banques qui n'ont pas encore été autorisées à rembourser. Mais lundi la Fed a

donné un satisfecit sur les mesures qu'elles ont prises pour gonfler leur capital, comme il le leur a été demandé.

Deux questions se posent désormais. Que va faire le Trésor de l'argent remboursé et comment vont évoluer ses relations avec les différents acteurs du monde bancaire, alors que son ingérence diminue ? « Les remboursements vont aider le Trésor à réduire ses emprunts et la dette nationale. Ils vont aussi accroître les réserves pour répondre aux instabilités financières qui peuvent menacer le rétablissement économique », indiquait hier le communiqué. Mais le sujet est éminemment politique. Jeb Hensarling, un représentant républicain du Texas, a déposé un texte lundi

Les banques américaines autorisées à rembourser l'aide reçue par l'État

En milliards de dollars



« Les Echos » / Source : « Les Echos »

pour limiter au 31 décembre l'utilisation des fonds du TARP jugeant que celui-ci était devenu « un compte "revolving" que l'administration utilise pour faire avancer ses programmes économiques, politiques et sociaux ».

Quant aux relations avec les banques, l'administration Obama ne lâche pas prise si facilement. Elle a engagé un débat avec les membres du Congrès sur la rémunération des dirigeants qui ont reçu des fonds publics

et prépare une vaste réforme de la supervision du secteur bancaire. Elle devrait pouvoir présenter les grandes lignes de ses projets la semaine prochaine. Mais d'ores et déjà, il semblerait que la création d'un régulateur unique ait été abandonnée.

VIRGINIE ROBERT

Lire également l'éditorial de Jean-Marc Vittori page 14 et nos informations page 6.